



HAL
open science

Mai 1968 et l'histoire : 40 ans après

Emmanuelle Loyer

► **To cite this version:**

Emmanuelle Loyer. Mai 1968 et l'histoire : 40 ans après. Cahiers d'histoire, 2009, 107, pp.13-22.
hal-01022700

HAL Id: hal-01022700

<https://sciencespo.hal.science/hal-01022700v1>

Submitted on 10 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emmanuelle Loyer

Mai 68 et l'histoire : 40 ans après

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Emmanuelle Loyer, « Mai 68 et l'histoire : 40 ans après », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 107 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 10 juillet 2014. URL : <http://chrhc.revues.org/1321>

Éditeur : Association Paul Langevin

<http://chrhc.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://chrhc.revues.org/1321>

Document généré automatiquement le 10 juillet 2014. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Emmanuelle Loyer

Mai 68 et l'histoire : 40 ans après

Pagination de l'édition papier : p. 13-22

- 1 Au programme de ce quarantième printemps de 1968, comme dix, vingt et trente ans auparavant, une abondante couverture médiatique et un inquiétant flot de papier – qui avait, du reste, commencé dès l'automne 1968. Néanmoins, pour la première fois, l'histoire la plus exigeante est entrée en force dans la littérature para et méta-soixante-huitarde, alors qu'elle en était remarquablement absente au moins jusqu'en 1998. Cette contribution vise donc à mettre en exergue tout d'abord le simple constat de cette émergence et le paradoxe du caractère tardif de celle-ci. Ensuite, je voudrais insister sur le caractère intensément épistémologique de la production historique sur 1968, au sens où les mouvements de Mai 68 offrent en retour à l'historien un objet qui l'incite à une pratique expérimentale de sa discipline. Enfin, dans le cadre d'un horizon de la recherche désormais internationalisé, l'un des aspects les plus frappants de la production savante est, certes, l'élargissement géographique des histoires de 68, les rubriques « ailleurs » qui s'ajoutent au corps d'un texte vertébral, mais surtout l'analyse transnationale qui cherche à déceler les circulations entre les différents espaces de contestation, y compris ceux qui, de part et d'autre du Rideau de fer par exemple, semblent les plus hétérogènes. C'est donc une histoire à la fois sûre de la légitimité de son objet, réflexive et à échelles multiples que l'on a pu voir cette année sur les rayonnages des librairies.
- 2 « Qu'est-ce que Mai 68 a fait aux historiens ? » On peut se poser la question, à constater une longue absence des historiens qui auraient comme snobé un événement censé pourtant constituer ce que, par paresse, on appelait un « tournant ». Les historiens, à la Sorbonne ou ailleurs, comptant en leur sein une proportion régulière de mandarins, auraient-ils été traumatisés par le charivari étudiant et le renversement temporaire des rapports de pouvoir entre les savants et les « apprenants » ? Il y eut sans doute de cela. Il y eut aussi beaucoup d'historiens partie prenante ou sympathisants d'un mouvement qu'ils vécurent, tous les sens aux aguets, dans la passion militante parfois, mais aussi avec une vraie passion d'historien rencontrant enfin l'Histoire : la vivre au lieu de l'écrire ! Ou plutôt : la vivre en l'écrivant. C'est un peu le cas d'Alain Schnapp et de Michelle Perrot, auteurs avec d'autres, car cette aventure-là fut également collective, de recueils de textes de 1968 écrits à chaud : les 876 pages du *Journal de la Commune étudiante*, co-écrites avec Pierre Vidal-Naquet, et les quelque 400 pages de *La Sorbonne par elle-même*, bourrées de tracts, de plans, de communiqués recueillis à la Sorbonne et présentés par Michelle et Jean-Claude Perrot, Jean Maitron et Madeleine Rebérioux. Deux pavés encore fumants de l'air de 1968.
- 3 Car, redisons-le en forme de paradoxe, ce mouvement souvent vécu par les acteurs comme historique et qui a, très tôt, eu la préoccupation d'archiver sa propre geste, n'a pas suscité tout de suite d'investigation historique. Ce qui frappe pourtant, c'est que les archives ont existé très vite, inégalement sans doute selon les secteurs sociaux, plus rapidement pour les plus bavards : les étudiants et les milieux gauchistes, gros producteurs d'archives. On s'est souvent étonné de cette passion contemporaine et quasi constitutive de la collecte d'archives. Cette collecte était-elle une autre forme d'action collective ? Une façon de la prolonger ? La tentation de surseoir à la question du sens et de l'offrir aux générations qui suivraient ? Toujours est-il que l'après-Mai 68 se trouve donc défini par l'existence d'archives abondantes, par une masse d'écrits où prédominent d'autres savoirs que l'histoire – notamment la sociologie, qui connaît un investissement particulier sur 68 – et, bientôt, par une mémoire proliférante structurée selon une commémoration décennale qui sature le champ du débat en offrant généralement à quelques acteurs autoproclamés le soin de définir le sens de ce qui s'est passé 10, 20, ou 30 ans auparavant, 40 aujourd'hui.
- 4 Y eut-il donc pour 1968 une relation entre déficit d'histoire et excès de mémoire qui aurait en quelque sorte « bloqué sa mise en récit historique », pour reprendre les termes de Michelle Zancarini-Fournel ¹ ? Ce qui fait que 20 ans plus tard, en 1988, l'histoire de 68 est qualifiée

à juste titre de « nonchalante »² par Jean-Pierre Rioux. Antoine Prost remarque qu'à sa connaissance, à cette date, aucune thèse n'a encore été soutenue sur le sujet et il conclut : « Vingt ans après mai-juin 1968, nos connaissances n'ont guère progressé »³, pour le regretter et donner une impulsion à la recherche en proposant des travaux de maîtrise à ses étudiants. Les deux volumes collectifs publiés en 1988, *Exploration du Mai français*⁴, l'un des premiers écrits proprement historiques, entreprend une histoire soucieuse d'aller y voir de près, dans les entreprises, en province, mais s'intéresse surtout aux acteurs institutionnels, syndicats et partis, des catégories que 68 a contribué à remettre en cause dans leur légitimité à représenter le mouvement et ses travailleurs. Une histoire pré-soixante-huitarde de 68 donc.

Mai 68, un lieu pour l'histoire

- 5 Nous en arrivons à l'essentiel, particulièrement remarquable dans la production historique 40 ans après l'événement : le grand changement, dans la nouvelle génération d'historiens qui a pris à bras-le-corps ce moment, consiste justement à prendre en compte intellectuellement les bouleversements opérés par son propre objet. Pour Xavier Vigna⁵, il s'agit désormais de passer d'une histoire d'en haut, celle des acteurs reconnus du monde ouvrier, syndicats, PC et autres « haut-parleurs », à une histoire d'en bas, celle du microconflit, de la violence larvée, ce qu'il appelle le « cycle de l'insubordination ouvrière ». Ici, le changement d'échelles fait émerger une multitude de nouveaux acteurs ordinaires et la vision de 68 en sort radicalement transformée : pour certains d'entre eux, qu'ils soient étudiants, ouvriers, paysans, travailleurs étrangers, femmes salariées, artistes, petits employés, la rupture de 1968 a créé dans leur vie une forme d'irréversible. Rien ne fut plus comme avant. C'est peut-être là, dans la perception fine d'un sentiment de rupture, que l'histoire comme discipline peut tirer son épingle du jeu. Il y a aussi, dans tous ces travaux, qu'ils attaquent 68 par la face du genre et des sensibilités ou par la face des bouleversements dans les milieux culturels et la définition de l'artiste, la volonté de s'abstraire de la question des conséquences, implicites ou explicites, des effets, jugés néfastes ou bénéfiques, pour en revenir à l'événement dans sa matérialité. Voir par les tracts, les affiches, les compte rendu de réunion, les transcriptions de prises de parole, les enregistrements de manifestations ou de délibérations, les affiches, les photos, en multipliant ainsi les sources, ce qui a fait rupture. Soudain, les usines vides du bourdonnement habituel des machines et, au contraire, les salles de classe et les amphithéâtres pleins et vivants, nuit et jour. Tout ce qui a constitué la « brèche » dont ont parlé certains sociologues et qui explique le caractère douloureux de la reprise en juin, symbolisé par l'ouvrière de l'usine Wonder de Saint-Ouen qui ne voulait pas « retourner dans cette taule ».
- 6 Tout se passe comme si réfléchir en historien en 2008, c'était aussi s'autoriser à se démarquer des débats obligés sur les héritages de 68, refuser même carrément de se laisser enfermer dans les cadres de questions formatées : « Que reste-t-il de 68 ? », « Faut-il liquider 68 ? », dans une logique plus médiatique qu'intellectuelle. Et ceci de plusieurs façons : revenir donc à la question de l'événement et s'interroger encore sur ce qu'il s'est vraiment passé. Dans de nombreux secteurs, il y a beaucoup à découvrir : songeons par exemple à l'Église et au monde chrétien très actifs, pour une part, en 68, ou également à l'histoire de l'hostilité à 1968 en 1968, à tous ceux qui ont vécu les mois de mai et juin dans la crainte et parfois dans la colère. Deuxièmement, en insérant le mouvement de mai-juin dans la temporalité plus longue des « années 68 », expression forgée par le sociologue Bernard Lacroix et reprise par nombre d'historiens. Les « années 68 », cela peut partir de 1956 ou de 1962 et aller jusqu'en 1974 ou même jusqu'en 1981. Peu importe ici les bornes chronologiques, mais notons que l'inscription dans un cycle contestataire permet aussi d'échapper au découpage ternaire traditionnel qui faisait succéder comme une pièce en trois actes la crise étudiante puis la crise sociale et enfin la crise politique. À ce schéma sans bavure, les historiens opposent une temporalité plus complexe - il y a des cycles qui se recouvrent - et une intrigue moins simple, privilégiant des récits éclatés, des voix multiples.
- 7 Parler de récits éclatés, de voix multiples, c'est déjà tenter de répondre à des questions posées en 1968. En effet, la crise fut d'abord une contestation des savoirs. Ce n'est pas un hasard si elle a débuté dans tous les lieux d'enseignement et dispensateurs de culture. Comme l'a

noté très tôt Michel de Certeau ⁶, Mai 68, pour qui voulait bien ne pas se boucher les yeux et les oreilles, chahutait l'outillage mental, bouleversait les catégories des sciences sociales, actrices et objets de la critique. C'est pourquoi, il est apparu que cet événement pouvait être un « lieu pour l'histoire », c'est-à-dire, selon l'expression d'Arlette Farge ⁷, un objet apte à déplacer les catégories habituelles de l'historien(ne) qui s'en emparait. Cet « effet boomerang » sur la discipline est désormais clairement perçu et intégré. Il fait même l'objet d'interrogations spécifiques multipliées dans la conjoncture réflexive de 2008 ⁸. Si Michel de Certeau et d'autres s'intéressant aux cultures populaires sous l'Ancien Régime se sentent en partie interrogés par Mai 68, les historiens d'aujourd'hui de Mai 68 sont amenés à inventer ou affûter des problématiques, des façons de voir et de faire, qui pourraient à leur tour s'exporter sur d'autres objets. Ainsi, parmi beaucoup d'autres : la question du point de vue – « D'où parles-tu camarade ? » – dans l'écriture de l'histoire ; le rôle des images, à la fois en amont, les icônes révolutionnaires en grand format dans la cour de la Sorbonne, et en aval, dans un régime iconique transformé par 68. Mai 68 a « fait image » dans le siècle ; il imprime des figures de la jeunesse, de corps, des visages qui vivent dans les représentations contemporaines. La découverte de certains nouveaux fonds photographiques nous invite à décentrer le regard ⁹ et induit le problème de l'articulation entre les niveaux régional/national/international que pose cet événement à géométrie variable, des temporalités diverses de 1968 et son rapport à l'espace. S'exprime ici un transnationalisme qui voit dans les années 1960 des phénomènes d'importation des répertoires d'action entre mouvements étudiants américains, allemands, français et des transmissions de cultures militantes, entre Paris et Varsovie par exemple, qui fait dire aussi à François Mitterrand, dans son discours du 28 mai où il se déclare disponible pour la nation : « Il dépend de notre imagination et de notre volonté que la question posée à Prague en ce printemps trouve sa réponse à Paris. »

⁸ Parmi les nouvelles orientations de l'historiographie en ce quarantième anniversaire, la dimension trans- et internationale apparaît, dans un monde qui a poursuivi depuis la logique de l'interconnexion généralisée, jusqu'à l'absurde, comme centrale. La contemporanéité des révoltes étudiantes, notamment de part et d'autre du Rideau de fer, intrigue toujours. La véritable transgression que fut en 68 la traversée d'une frontière à la fois idéologique et matérielle, dressée dans le corps de l'Europe, est interrogée différemment. Il ne s'agit pas de faire une cartographie exhaustive des « mouvements » de l'année 1968 mais plutôt, comme le propose Michelle Zancarini-Fournel, de faire travailler le jeu d'échelle ¹⁰.

Internationales, transnationalisme et jeux d'échelle

⁹ Concrètement, et de nouveaux travaux s'emploient à le faire, il s'agit de comparer les espaces de contestation, mais aussi d'en examiner les liens, les transferts de représentations communes et de valeurs, les logiques d'entraînement, d'imitation. Il s'agit de voir enfin ce qui résiste au transnationalisme et de dessiner des formes nationales de révolte, sans oublier les enjeux proprement locaux et la façon dont ils s'articulent à des thèmes mobilisateurs plus vastes pour faire éclater la révolte, comme à Chicago, par exemple.

¹⁰ Si l'on ne se résigne pas à considérer cette simultanéité des révoltes de la jeunesse comme fortuite, il faut bien considérer le fonds commun des discours, les attentes propres à une génération qui dessinent des Internationales politiques, idéologiques, culturelles, sociales. Les étudiants des années 1960, pour les plus politisés d'entre eux, parlent un langage commun. Ils se sont forgé un lexique reconnaissable fait de marxisme révisé à l'aune de différents auteurs (de Freud à Lacan en passant par Althusser) et mâtiné de pensée anti-autoritaire. Politiquement, la fin des années 1950 voit émerger en Europe et aux États-Unis, une « nouvelle gauche » qui, née en Grande-Bretagne sous la houlette d'universitaires socialistes en rupture de ban, va très vite essaimer en pratiquant un double écart : révision du marxisme de leurs aînés, émancipation des structures traditionnelles de la gauche institutionnelle. Ces évolutions macro-politiques communes renvoient ou accompagnent des conditions macro-sociologiques déjà bien inventoriées : une nouvelle société post-industrielle produisant des conflits spécifiques, une culture de masse juvénile, la modernisation accélérée des économies, une période de paix depuis 1945, la menace atomique, l'institution académique également

bouleversée et déstabilisée par l'afflux de nouvelles cohortes, résultat un peu partout d'une scolarisation plus longue.

11 De ce fonds idéologique et social commun, les contestataires trouvent des ressources subversives communes, à l'Ouest, la critique du capitalisme et de la culture de masse aliénante, à l'Est, la dénonciation de la bureaucratie socialiste et le manque de liberté, qui permettent d'imaginer une Internationale de la contestation. Celle-ci est saisie le 13 juin 1968 dans une étonnante photo de famille qui réunit, lors d'une émission à la BBC présentée par Robert Mac Kenzie, « Students in Revolt », des leaders de toute l'Europe, Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar pour la France, Tariq Ali pour la Grande-Bretagne, Karl-Dietrick Wolff pour la RFA et Jan Kaven pour la Tchécoslovaquie parmi d'autres, insistant pour ne pas se présenter comme de petits chefs mais des « haut-parleurs » de la parole collective ¹¹.

12 Phénomène transnational, le mouvement des années 1968 se caractérise par une forte circulation non seulement des thématiques mais aussi des formes politiques, des répertoires d'action – comme les nomme la théorie de mobilisation des ressources ¹² – qui vont fortement identifier la contestation des années 1960 par rapport à ses aînées. En effet, cette génération (s'il faut garder le singulier) politique se montre fort inventive dans la conception de nouveaux modes d'agir, en recyclant parfois des techniques politiques élaborées dans d'autres contextes. Ainsi, les étudiants américains vont pratiquer les grandes marches, les *sit-in*, les boycotts, moyens non-violents expérimentés par le mouvement des droits civiques depuis le milieu des années 1950. Ils y ajoutent leurs propres actions : les *teach-in*, séances de discussion égalitaire à l'intérieur de l'université, mais aussi lorsque le refus de la guerre du Vietnam se fait plus véhément, les séances d'autodafés des livrets militaires. Les « marches de Pâques » anti-nucléaires britanniques de la fin des années 1950 s'exportent dans toute l'Europe du Nord-Ouest. Du côté français, on redécouvre les charmes de l'action directe, venue du patrimoine politique du syndicalisme révolutionnaire et anarchisant de la première CGT. Rebaptisée en Mai 68 « action exemplaire », cette tactique vise à créer une brèche dans le tissu social et l'édifice institutionnel. Même éphémère, elle montre que le pouvoir n'est pas inébranlable tout en en démasquant son caractère répressif. Détournements, happening, perturbation de rituels – comme en 1966, lorsque les « Provos » hollandais lancent des bombes fumigènes sur le cortège du mariage royal ¹³ –, prises de parole intempestives, humour tous azimuts : là est peut-être le véritable signe distinctif de ces mouvements divers qui empruntèrent tous, plus ou moins, à l'avant-garde esthétique situationniste ou surréaliste. Sans doute l'humour ravageur d'un Cohn-Bendit ne repose pas sur les mêmes attendus et n'atteint pas les mêmes effets que l'ironie mise en scène par Milan Kundera dans *La Plaisanterie*, un livre publié en 1968. L'autre versant distinctif de ces années politiques, c'est la violence légitimée par l'objectif révolutionnaire, celle qui se déploiera plus tard dans des formes plus ou moins abouties de terrorisme, mais qui, juste avant 1968, a peut-être le visage et le corps de ces jeunes Japonais casqués, gantés, munis de longues perches de bambou et armés de cocktails Molotov, samouraï de l'action politique, dont l'image transmise sur les télévisions du monde entier, impressionne la rétine des contestataires occidentaux. Car il faut évidemment rappeler l'omniprésence, désormais, de cet environnement médiatique qui entre dans un registre nouveau, en enregistrant et transmettant quasi en temps direct les événements du monde entier. La jeunesse, en tout cas occidentale, est munie de l'appareillage technico-médiatique de base que sont les transistors, la télévision, les tourne-disques et l'on voit bien, notamment en mai 1968 à Paris, l'importance cruciale et nouvelle de la radio dans le métabolisme des manifestations.

13 La circulation de la contestation et le rassemblement d'une nouvelle gauche reposent sur le vecteur essentiel que fut la lutte contre la guerre du Vietnam, véritable apprentissage politique pour une fraction de la jeunesse. Il y en eut d'autres. La Révolution culturelle, initiée par Mao en Chine en 1966, et les gardes rouges fascinent les imaginaires et incarnent la justesse de la rébellion : « On a raison de se révolter ». Face aux hiérarchies établies, aux adultes et aux inégalités, les litanies du président Mao forment la bande-son d'une jeunesse qui donne un sens à sa vie en voulant changer le monde. Finalement, comme le dit Jean-Paul Sartre à propos

du Vietnam, « l'effet essentiel qu'a eu cette guerre sur les militants européens et américains, c'est qu'elle a élargi le champ de lutte du possible »¹⁴.

14 Pour autant et pour finir, les logiques de diffusion de la révolte étudiante à l'échelle internationale sont reçues spécifiquement par chaque pays. C'est ainsi qu'on observe des styles nationaux de la contestation : en France, et plus encore en Italie, la présence d'un Parti communiste fort permet une mobilisation ouvrière relativement absente ailleurs. En France, elle accompagne le mois de mai en lui donnant sa singularité mythique – la grève générale des travailleurs et étudiants – même si celle-ci fut relativement éphémère. En Italie, la secousse étudiante qui dure jusqu'en 1969, suivie par une période longue, le « Mai rampant », de conflictualité ouvrière tout à fait exceptionnelle dans l'histoire sociale contemporaine. En Grande-Bretagne, en revanche, point de Mai 68, au sens classique du terme, alors que tous les ingrédients semblent être présents : mobilisation anti-nucléaire précoce et constitutive d'une nouvelle gauche intellectuelle stimulante, afflux d'étudiants et bouleversement de l'institution universitaire, mémoire de l'impérialisme britannique et présence dans les universités d'étudiants politisés issus de l'ancien Empire, revendications universitaires sur le « Student Power » dans les années 1960. Pour les États-Unis, de nouveaux travaux insistent sur l'importance d'un facteur local sous-estimé : l'activisme des étudiants afro-américains qui vont épouser l'idéologie nouvelle des Black Panthers (créées en 1966) et exprimer des revendications séparatistes : demande de cours d'histoire noire, embauche de professeurs issus de la minorité noire, arrêt de l'expansionnisme des universités dans les quartiers populaires à dominante ethniques – problème qui se pose aussi à Columbia gagnant sur Harlem –, création de fraternités noires... Le mouvement des droits civiques et la lutte contre la guerre du Vietnam ne sont pas absents de cette fresque, mais ils sont recyclés localement dans d'autres termes par des acteurs qui ne sont pas les étudiants blancs du SDS. Dans la cas de Chicago, les récits communs de la révolte transnationale, notamment le combat anti-impérialiste, ont été altérés et réappropriés par des acteurs liés à la deuxième phase du mouvement des droits civiques, beaucoup plus tendue et violente, pour accoucher de conflits spécifiques à l'enjeu racial local. C'est dire, pour terminer, qu'il y a des circulations, des thèmes de mobilisation et des répertoires devenus communs mais que chaque pays, voire chaque ville, peut produire un espace de contestation et une temporalité de la révolte qui lui sont bien particuliers. Ces derniers ne s'avèrent lisibles et compréhensibles qu'en pratiquant le changement de focale.

15 Je ne voudrais pas terminer cette réflexion à usage interne sans dire deux choses, qui tempèrent, ou plutôt nuancent, l'enthousiasme réel et le contentement de voir aboutir ou commencer des travaux sérieux et novateurs sur le « moment 68 ». Premièrement, l'éloge d'un « interdisciplinarisme » raisonné, claironné par tous et partout, est en partie suivi. Les historiens lisent les sociologues et/ou les politologues, l'inverse est modérément vrai également et il peut arriver que tous fréquentent les mêmes colloques. Pourtant, on ne peut que noter que les deux « poids lourds » éditoriaux de cette année 2008 sont inscrits dans des logiques disciplinaires renforcées : *68. Une histoire collective* est composé essentiellement de textes d'historiens, tandis que *Mai-Juin 68* rassemble majoritairement des sociologues et des politologues¹⁵. Au moment de la publication, chacun se range en ordre de combat. Deuxièmement, il est évident qu'existe un décalage entre ces nouvelles orientations historiographiques et l'intérêt puissant d'un public plus large pour la question de la transmission de l'héritage de 68, comme l'ont montré un certain nombre de succès éditoriaux et de films très centrés autour de ces problèmes d'appropriation ou de non-appropriation d'héritage, de « droit d'inventaire » par la génération suivante. C'est alors tout un autre chantier qui s'ouvre, celui des modalités et de la signification des filiations, transmissions entre générations politiques successives¹⁶.

Notes

1 Michelle Zancarini-Fournel, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Le Seuil, 2008.

- 2 Jean-Pierre Rioux, « À propos des célébrations décennales du Mai français », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 23, juillet-septembre 1989, p. 49.
- 3 Antoine Prost, « Quoi de neuf sur le Mai français ? », *Le Mouvement social*, n° 143, avril-juin 1988, p. 91.
- 4 René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost, Danielle Tartakowsky, dir., 1968, *Exploration du Mai français*, 2 tomes, « Logiques sociales », Paris, L'Harmattan, 1988.
- 5 Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.
- 6 Michel Certeau, *La prise de parole*, Le Seuil, 1968.
- 7 Arlette Farge, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1997.
- 8 Philippe Artières, « 68 et l'histoire », dans Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, dir., *68, une histoire collective, 1962-1981, op. cit.*, p. 779-786. En 2008, quatre colloques sont consacrés à l'intrication entre Mai 68 et les disciplines des sciences sociales : « Mai 68. Regards sur les sciences sociales », 7 mai 2008, à l'EHESS ; « Mai 68, creuset pour les sciences de l'homme ? », colloque annuel de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme, 10 septembre 2008 ; « Les sciences sociales et 1968 », novembre 2008, MSH de Dijon/IHTP ; enfin, les 24 et 25 octobre 2008, initié par Agnès Callu et l'École des Chartes, « Le Mai 68 des historiens. Entre identité narrative et histoire orale ».
- 9 Cf. Les 92 photos inédites extraites du fonds de l'ouvrage de Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, dir., *68, une histoire collective, op. cit.*, et l'article que lui consacrent dans le même ouvrage Vincent Lemire et Yann Potin, « Les correspondants photographes de *L'Humanité* : un regard différé sur les années 68 », p. 165-173. Pour le paragraphe qui suit, je m'appuie sur le numéro de la revue électronique Histoire@politique consacré à « Mai 68 dans le monde : le jeu d'échelles » coordonné par J.F. Sirinelli et moi-même.
- 10 Cf. Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68, op. cit.*, « Changer d'espace, de temporalité et d'échelle : le monde, l'Europe, la France ».
- 11 Martin Klimke and Joachim Scharloth dir., *1968 in Europe, A History of Protest and Activism, 1956-1977*, Palgrave/Macmillan, 2008.
- 12 Cf. Charles Tilly, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Angleterre », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, octobre 1984, p. 89-108.
- 13 Voir Nicolas Pas, « Images d'une révolte ludique. Le mouvement néerlandais Provo en France dans les années soixante » dans G. Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel, *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Paris/Bruxelles, Complexe/IHTP, 2000.
- 14 Jean-Paul Sartre, « Sartre par Sartre », Situations IX, Gallimard, 1972 cité par Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Paris/Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 2005, p. 87.
- 15 Dominique Dammame, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, dir., *Mai-juin 1968*, Paris, L'Atelier, 2008.
- 16 Je signale d'ailleurs que cette thématique fait l'objet d'un colloque organisé par Ludivine Bantigny et Arnaud Baubérot, « Hériter en politique. Filiations, transmissions et générations politiques (Europe, XIX^e—XXI^e siècles) », 22 et 23 juin 2009, Centre d'histoire de Sciences-Po.

Pour citer cet article

Référence électronique

Emmanuelle Loyer, « Mai 68 et l'histoire : 40 ans après », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 107 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 10 juillet 2014. URL : <http://chrhc.revues.org/1321>

Référence papier

Emmanuelle Loyer, « Mai 68 et l'histoire : 40 ans après », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 107 | 2009, 13-22.

À propos de l'auteur

Emmanuelle Loyer

Centre d'histoire de Sciences-Po

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé

Cet article vise à faire l'inventaire des nouvelles tendances de l'historiographie sur Mai 68, telle que cette dernière est apparue dans les publications relatives au 40^e anniversaire de l'événement. Constatant tout d'abord l'émergence, tardive mais réelle, d'un savoir historique sérieux sur 68, l'auteur insiste sur trois aspects : c'est une histoire désormais sûre de la légitimité de son objet, une histoire intensément réflexive – c'est-à-dire qui voit 68 comme un lieu pour penser en retour sa discipline et ses protocoles – et enfin, une histoire à échelles multiples, pensant les espaces de contestation provinciaux, nationaux, internationaux, mais aussi les circulations entre ces différents espaces.

Entrées d'index

Mots-clés : historiographie, Mai 68

Géographie : France

Chronologie : XXe siècle, XXIe siècle